



Semaine du 28 janvier au 3 février 2008 n° **200**

Sommaire

Édito C'est la 200^{ème} !

- **Fonctionnaires** : après le 24 janvier, le gouvernement doit négocier sans attendre
- **Technocentre Renault Guyancourt** : 30 % des ingénieurs et cadres « sous tension »
- **Ile-de-France** : cinq syndicats appellent à des actions sur le pouvoir d'achat
- **Société Générale** : syndicats et personnels sous le choc
- **France 2** : grève bien suivie contre la réforme
- **Afpa** : vers une journée d'action pour s'opposer au « démantèlement »
- **Air France** : la CGT appelle à la grève le 31 janvier pour les salaires
- **Grèves des soins contre les franchises** : des associations « très inquiètes » s'adressent à Sarkozy
- **Hôpitaux publics** : 60 % des Français perçoivent la dégradation de la situation
- **Sanofi Aventis** : suppression de postes en Allemagne
- **Décentralisation** : 44 620 fonctionnaires transférés aux collectivités en 2007
- **Crise des subprimes et pétrole** : le BIT attend 5 millions de chômeurs de plus dans le monde
- **Allemagne** : année 2007 à + 2 % pour les salaires
- **Négociateur pour gagner** : guide pratique de la négociation collective dans le privé

L@ Lettre de l'Ugict-CGT sur laquelle vous venez de cliquer est la 200^{ème} édition de notre rendez-vous électronique avec l'actualité sociale et syndicale des ingénieurs, cadres et techniciens. C'est une étape symbolique qui mérite d'être soulignée.

Notre rendez-vous, devenu hebdomadaire depuis avril 2004, témoigne de la volonté de notre organisation syndicale de prendre en compte les nouvelles technologies de l'information et de la communication dans son activité en complément d'autres supports comme *Options*. En comparaison de ce qui se fait par ailleurs sur l'Internet, notre lettre électronique est simple et modeste, mais elle atteint son but en tombant chaque semaine dans la boîte mail de plusieurs milliers d'ICT, syndiqués ou non. Nous savons que certains de nos fidèles lecteurs l'impriment pour l'afficher, la transfèrent à leurs collègues. Si vous en faisiez de même aujourd'hui? Modeste par les moyens déployés pour la réaliser, *L@ Lettre de l'Ugict-CGT* permet de donner une visibilité à nombre de conflits sociaux dans la sphère des salariés les plus qualifiés. Elle nous permet de prendre la température de ce qui se joue sur le terrain social et de nouer un lien direct avec vous pour partager de façon transversale des infos qui peuvent nous donner les raisons, l'envie et le courage de nous battre sur nos propres revendications. Dans un Internet où le syndicalisme, l'alter-mondialisme, le monde associatif ont trouvé une place, quelques octets d'info en Pdf nous relient. Le succès de notre lettre ne nous exonère pas de rêver d'investir d'autres voies que l'Internet de nouvelle génération nous ouvre. Le syndicalisme a investi lui aussi la blogosphère, l'Internet coopératif, les forums. Maintes fois, nous vous avons proposé de signer une pétition en ligne, sur notre site Ugict-CGT comme sur d'autres. Et superbe exemple de cette place du syndicalisme sur le net, nous vous avons envoyé faire un tour pour manifester votre solidarité aux salariés d'IBM en manifestant à leurs côtés dans le monde virtuel Second



Life. Notre organisation syndicale, toute la CGT aussi, ne peuvent que repenser leur manière de communiquer, mais aussi de rassembler, faire réfléchir, construire les revendications grâce aux nouvelles technologies. Pour autant, il n'est pas question de syndicalisme et de revendications virtuels. Pas question non plus de transformer le syndiqué en avatar aux traits vectorisés évoluant dans un monde virtuel. Mais profiter de l'accélération et de la simplification des échanges pour décroquer, « confédéraliser » notre activité syndicale comme nous le disons dans notre jargon. Cette 200^{ème} arrive sur votre écran -et c'est une ironie- au moment où les nouvelles technologies nous montrent le pire avec la fraude massive dont serait victime la Société générale. Echanges instantanés, dématérialisation, virtualisation, impunité, opacité, absence d'éthique sont les ferments de cette gigantesque carambouille. Pour lutter contre ça, nous n'avons pas que nos pieds pour défiler dans les rues, pas que nos voix dans des réunions, pas que nos tracts. Nous pouvons partager, faire savoir, faire circuler l'info. Transmettre nos valeurs, nos exigences.

Fonctionnaires

Après le 24 janvier, le gouvernement doit négocier sans attendre

« Après la journée d'action du 20 novembre, la mobilisation du 24 janvier confirme l'ampleur du mécontentement et des attentes des personnels de la Fonction publique en matière de salaires, d'emploi et de missions », affirment les sept organisations syndicales (CGT, FO, FSU, CFDT, CFTC, UNSA et Solidaires) à l'issue d'une réunion interfédérale le 25 janvier. Jugeant « tardif » le rendez-vous que leur a proposé le ministre de la Fonction publique, Éric Woerth, le 18 février pour négocier une augmentation générale des salaires, ces organisations exigent l'ouverture de négociations salariales dès la première semaine de février. Elles « écrivent dans ce sens au Premier ministre », François Fillon et « se réuniront le 1^{er} février pour apprécier les réponses du gouvernement ». Le mouvement des fonctionnaires « rencontre l'adhésion majoritaire de l'opinion », ajoutent ces fédérations, estimant « incompréhensible que le gouvernement organise une semaine de la Fonction publique (du 1^{er} au 8 février) sans répondre aux revendications des personnels ». Les sept fédérations « appellent les personnels à maintenir la pression par des initiatives unitaires », en particulier cette semaine-là.



Technocentre Renault Guyancourt

30 % des ingénieurs et cadres « sous tension »

Un rapport final d'expertise mandaté après trois suicides survenus au Technocentre Renault à Guyancourt (Yvelines) fin 2006 estime que 30 % des ingénieurs et cadres sont « sous tension », une proportion supérieure à la normale. Selon les membres du Chsct « le rapport pointe les situations de souffrances des salariés, des cadres de chez Renault qui sont victimes d'un mode de management par la culpabilisation ». « Les heures supplémentaires ne sont pas calculées avec précision », précise Pierre Nicolas, représentant CGT. « Chez les techniciens la durée du travail est largement dépassée d'1h30 par jour. Chez les cadres le dépassement avoisine les 2h30 par jour ! ». Le rapport préconise une meilleure régulation de la charge de travail, (outils de mesure, poin-



tage, développement de la dimension humaine...) une meilleure gestion des parcours et propose de donner la priorité à la reconnaissance du travail des salariés. Les représentants des salariés au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ont tenu une conférence de presse alors que l'inspection du travail avait envoyé un simple « avertissement » à

Renault, envisageant de dresser un procès-verbal pour « harcèlement moral » envers les salariés du Technocentre. La direction a indiqué aux représentants syndicaux que ce rapport est « confidentiel et qu'on ne doit pas le divulguer », a ajouté Pierre Nicolas, précisant qu'une réunion doit avoir lieu lundi 28 janvier sur la diffusion de ce rapport qui « accable Renault ».

Ile-de-France

Cinq syndicats appellent à des actions sur le pouvoir d'achat

Les organisations syndicales régionales CGT, CFDT, Unsa (autonomes), FSU, Solidaires (syndicats Sud) d'Ile-de-France ont appelé jeudi les salariés franciliens à « se mobiliser » pour la défense du pouvoir d'achat « dans les semaines à venir ». Au plan national, la CGT et la CFDT avaient appelé en commun lundi « leurs structures professionnelles et locales à se rencontrer » et à organiser « toutes les formes de mobilisation et d'action » dans la première quinzaine de février pour « parvenir au déblocage des négociations salariales ». (Lire le communiqué commun sur www.cgt.fr/internet/html/lire/?id_doc=5739).



Société Générale

Syndicats et personnels sous le choc

Les syndicats de la Société Générale sont sous le choc après l'annonce d'une fraude de cinq milliards d'euros. Cette affaire, ainsi que la crise liée aux subprimes, démontrent que l'opacité qui règne sur les marchés financiers, que nous dénonçons depuis longtemps, ne peut plus durer, soulignent les syndicats CGT, CFDT, CFTC, FO, et SNB de la Société Générale. La SGCIB (10 000 salariés dans le monde dont la moitié en France) fonctionne comme « un État dans l'État : on ne sait pas ce qui s'y passe », affirme un responsable CFDT. Les accords d'entreprise l'excluent toujours de leur périmètre, selon plusieurs syndi-



cats. Selon la CGT, le « cloisonnement des lignes métiers par produits financiers très complexes » rend aussi les contrôles plus difficiles. Selon le délégué CGT, la « fraude » révélée jeudi « devait arriver » car « la banque découvre régulièrement des opérations de dissimulation et +remercie+ alors les employés ». « Il y a quelques mois, l'un d'eux s'est suicidé à La Défense après un entretien de ce type avec sa hiérarchie », affirme-t-il. Par ailleurs l'inquiétude des salariés est renforcée par le fait que nombre d'entre eux ont placé leurs économies dans un fonds commun de placement, qui dépend du cours de la Société Générale.

France 2

Grève bien suivie contre la réforme

Selon la direction de la chaîne publique près de trois salariés sur dix étaient en grève jeudi à l'appel d'une intersyndicale CGT, CFDT, CGC, SNJ et Sitr contre une réforme entreprise en décembre par le Pdg de France Télévisions, Patrick de Carolis. Le mouvement a entraîné la suppression du journal télévisé de 13 heures ainsi que la déprogrammation de l'émission politique « A vous de juger » présentée par Arlette Chabot, prévue ce jeudi soir. La dernière annulation d'un journal télévisé pour cause de grève remonte à novembre 2002, c'est donc un mouvement d'ampleur. L'intersyndicale demande le retrait des huit chantiers de réforme visant à « moderniser et harmoniser » le groupe public France Télévisions et dégager « quelques dizaines de millions d'euros » d'économies. Cette réforme a été annoncée en décembre par M. de Carolis, avant l'annonce par le président Sarkozy du projet de suppression de la publicité à France Télévisions. Les syndicats, qui ont choisi la date de ce jeudi en raison du mouvement social dans la Fonction publique, soulignent à ce propos « l'inquiétude profonde » qu'a suscité le projet à France 2 dont la « pérennité en tant que société publique est menacée ». Ils veulent également s'opposer à « la suppression de l'édition du journal de la nuit » que la direction veut transformer en un tout-images.



AFPA

Vers une journée d'action pour s'opposer au « démantèlement »

Le principe d'une journée d'action et de mobilisation a été décidé jeudi 24 janvier par quatre syndicats de l'AFPA « pour s'opposer au démantèlement » de cette institution publique chargée de la formation professionnelle des adultes, au lendemain du vote de la fusion ANPE-Unedic. Ils se retrouveront lundi 28 janvier pour déterminer ensemble les initiatives appropriées. Selon eux, « une très grande inquiétude et une très vive émotion » règnent « parmi les salariés et les cadres de l'AFPA », après le vote de la fusion ANPE-Unedic à l'Assemblée nationale mercredi. Certaines dis-



positions du projet de loi « percutent l'AFPA au détour d'un amendement », indiquent les syndicats dans un communiqué. « On n'est pas fataliste, et on a l'intention de construire un rapport de force favorable à la pérennité du service public de l'AFPA », a indiqué à l'AFP Jacques Couderc, délégué CGT. Selon lui, le transfert des psychologues de l'AFPA au nouvel ensemble ANPE-Unedic « reste une hypothèse ». Il espère que le sénateur UMP, Jean-Claude Carle, auteur d'un rapport sur la formation professionnelle dont le gouvernement compte s'inspirer, sera écouté.

Air France

La CGT appelle à la grève le 31 janvier pour les salaires

La CGT d'Air France a appelé jeudi l'ensemble du personnel de la compagnie à la grève le 31 janvier pour « peser » sur la prochaine réunion de négociations sur les salaires, le 4 février, jugeant les propositions de la direction trop « maigres ». Mardi 22 janvier, lors d'une première réunion de négociations annuelles obligatoires (NAO), la direction d'Air France a proposé 2,3 % d'augmentation générale en 2008 (+ 0,3 % au 1^{er} janvier, + 1 % au 1^{er} avril, + 1 % au 1^{er} octobre), compte tenu des prévisions d'inflation et des « bons résultats d'Air France », a-t-elle indiqué dans un communiqué. Air France a connu une grève nationale de cinq jours des hôtesses et stewards aux vacances de la Toussaint, pour des revalorisations salariales. A la veille de Noël, une grève des personnels au sol d'Air France a également touché Orly Ouest, pour des revendications touchant aux salaires, à l'emploi et aux conditions de travail.



Grèves des soins contre les franchises

Des associations « très inquiètes » s'adressent à Sarkozy

« Les Chroniques Associés observent avec une très grande inquiétude la multiplication des grèves de soins ou des grèves de la faim décidées par des personnes malades opposées aux franchises médicales », écrit dans un communiqué ce collectif qui regroupe notamment Vaincre la mucoviscidose, Aides (VIH/sida) et Europa Donna (cancer du sein). « Ces grèves sont dangereuses, répétons-le encore. Répétons aussi que nos associations



reçoivent chaque jour des témoignages de personnes exprimant une exaspération, un ras-le-bol et une souffrance communes face à une réalité quotidienne de plus en plus difficile », poursuit-il. « Conscients du caractère ultime des modes de combat (...) et conscients des critiques de l'opinion sur le système des franchises, les Chroniques Associés, ont choisi de s'adresser solennellement

au président de la République », indique-t-il.

Hôpitaux publics

60 % des Français perçoivent la dégradation de la situation

Près de six Français sur dix (59 %) estiment que la situation des hôpitaux publics s'est dégradée en France au cours des dix dernières années. Si les jeunes de moins de 25 ans semblent moins critiques (plus d'un quart d'entre eux considèrent que les choses iraient plutôt mieux), le sentiment de dégradation apparaît plus marqué chez les femmes (64 % pour les hommes), les cadres supérieurs et les professions libérales (72 %) et dans une moindre mesure chez les ouvriers (53 %). L'image des hôpitaux publics s'améliore nettement si l'on se réfère à l'expérience personnelle. Ainsi, 78 % des personnes interrogées se déclarent satisfaites de leur dernier séjour dans un hôpital public que ce soit pour elle-même ou pour visiter un proche. Le degré de satisfaction apparaît plus élevé (83 %) chez les personnes âgées de plus de 65 ans et chez les habitants des communes rurales.



Sanofi Aventis

Suppression de postes en Allemagne

Le laboratoire pharmaceutique français Sanofi-Aventis va supprimer un poste sur cinq au sein de sa force de vente et de son service marketing en Allemagne, soit 380 emplois. Le laboratoire, qui a essuyé un refus de la part des autorités de santé allemandes d'un remboursement de son médica-



ment anti-obésité Acomplia sur lequel il pariait beaucoup, avait déjà annoncé 330 suppressions de poste en Allemagne fin 2006. La France a également été touchée fin 2006 par la suppression de 504 postes, en grande partie parmi les visiteurs médicaux.

Décentralisation

44 620 fonctionnaires transférés aux collectivités en 2007

Quelque 44 620 agents de l'État ont été transférés aux collectivités territoriales en 2007 dans le cadre de la décentralisation et 34 170 doivent l'être en 2008, selon une enquête du Centre national de la Fonction publique territoriale (CNFPT) publiée le 25 janvier. Les départements ont été concernés par 56 % des transferts en 2007, qui ont été un peu moins importants que prévu (47 300 envisagés), précise l'enquête. Pour 2008, les 24 250 transferts (sur 34 170) prévus dans les départements, concernent principalement deux secteurs d'activité : d'une part la voirie, infrastructures et réseaux divers (60 %) et d'autre part les affaires scolaires (20 %). Dans les régions (9 920 transferts en 2008), deux secteurs d'activité sont concernés : les affaires scolaires (28 %) et le bâtiment-patrimoine (27 %). Selon l'enquête, depuis 2005, 66 700 agents ont été transférés vers les conseils régionaux et généraux. L'enquête constate un renforcement des recrutements en 2008 dans le domaine des politiques publiques d'aménagement et de développement, avec trois secteurs porteurs : l'environnement, l'action économique et le développement local et enfin l'emploi et l'insertion professionnelle.



Crise des subprimes et pétrole

Le BIT attend 5 millions de chômeurs de plus dans le monde

La crise des subprimes et l'envolée des prix du pétrole pourraient provoquer une hausse de 5 millions de chômeurs dans le monde en 2008, selon le rapport annuel du BIT publiable mercredi. Le nombre de chômeurs dans le monde a atteint 189,9 millions fin 2007 et le ralentis-



sement de la croissance en 2008 porterait le taux de chômage mondial à 6,1% contre 6% l'année dernière, prévoit l'agence de l'ONU. Ces prédictions, rédigées avant les turbulences sur les marchés financiers de la semaine dernière.

Allemagne

Année 2007 à + 2 % pour les salaires

Selon l'institut fédéral des statistiques Destatis, la rémunération mensuelle des salariés allemands a grimpé de 2 % en 2007 soit la croissance la plus forte depuis 2003. Les chiffres se rapportent aux salaires de branche négociés entre syndicats et employeurs, un régime qui continue à s'appliquer à la grande majorité des salariés du pays. C'est notamment sur les six derniers mois de l'année que les salaires ont augmenté, explique Destatis, en parallèle à la hausse des prix de l'énergie et d'un certain nombre de denrées alimentaires de base. Sur l'ensemble de 2007, les prix à la consommation ont grimpé de 2,2 % en Allemagne. La modeste évolution des salaires par rapport à l'inflation ces dernières années est l'argument premier des syndicats, qui s'affichent très combatifs pour les négociations salariales cette année. Ils réclament par exemple 8 % dans la Fonction publique, de même que dans l'acier, des revendications qui font bondir les employeurs et laissent présager des négociations houleuses. Le décrochage entre les salaires et l'inflation, mais aussi les profits des entreprises, a fait naître une autre revendication : celle d'un salaire minimum généralisé dans le pays, un concept complètement étranger à la tradition sociale allemande.



Négocier pour gagner

Guide pratique de la négociation collective dans le privé

Négocier pour gagner, est-ce encore possible ? Le droit de la négociation collective n'est-il pas réduit à un état tel, après la loi du 4 mai 2004, que toute conquête, toute avancée par la négociation semblent désormais impossibles ? La négociation d'entreprise, source d'inégalités et de mise en concurrence entre salariés, n'a-t-elle pas fini par supplanter la négociation interprofessionnelle et de branche ? C'est pour répondre à ces questions, et dans une perspective résolument optimiste et combative, que ce guide tend à replacer la négociation collective au centre des enjeux de l'activité de la CGT pour faire aboutir les revendications des



salariés. Connaître et maîtriser parfaitement les règles qui permettent de négocier sont essentielles pour que les salariés, par le biais du syndicat, se réapproprient la négociation collective de leurs conditions de travail. En six chapitres, ce guide entend apporter des réponses aux questions que se posent les acteurs de la négociation à tous les niveaux : branche, entreprise, établissement et groupe.

Ce guide est vendu 8 euros. Il peut être commandé au Matériel syndical CGT, Case 2-I au 263, rue de Paris -

93516 Montreuil cedex. Tél. : 01 48 18 86 13 Fax : 01 49 88 68 64 - courriel : materiel@cgt.fr